

Julien Dohet

L'ANTIFASCISME À LIÈGE

ESQUISSE D'UNE LUTTE JAMAIS ABANDONNÉE



Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale (IHOES)

Avenue Montesquieu 3, B-4101 Seraing

www.ihoes.be – info@ihoes.be

Rédaction de l'étude : Julien Dohet (administrateur de l'IHOES),
avec la collaboration de Dawinka Laureys (IHOES)

Recherches archivistiques et documentaires : Christel Mawet (IHOES)

Sélection iconographique : Camille Baillargeon, Dawinka Laureys (IHOES)

Relecture : Ludo Bettens, Isabelle Skrzypczak et Lionel Vanvelthem (IHOES),
Loïc Decamp Ancia et Françoise Depaix

Mise à disposition d'archives complémentaires : France Arets

CRÉDITS ICONOGRAPHIQUES

ALPHAS - Atelier Liégeois pour la Promotion de l'Histoire et des Archives
Sociales (Liège) • Boos, Alain • Gomez Garcia, Antonio • IEV - Bibliothèque et
Archives de l'Institut Émile Vandervelde (Bruxelles) • IHOES - Institut
d'histoire ouvrière, économique et sociale (Seraing) • Krasnyi Collective /
Fred Hérion • Kroll, Pierre

MISE EN PAGE ET MAQUETTE DE COUVERTURE

Lionel Vanvelthem (IHOES)

IMPRESSION

AZ Print

PHOTO DE COUVERTURE

Manifestation du 29 mai 2019 dans les rues de Liège

© Krasnyi Collective / Fred Hérion

L'éditeur s'est efforcé d'appliquer les prescriptions légales concernant le
copyright. Quiconque se considérerait autorisé à faire valoir des droits est prié
de s'adresser à l'éditeur.

Cet ouvrage ne peut être reproduit, même partiellement, par quelque moyen
que ce soit, sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

© 2019 • Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale

ISBN 978-2-9600582-3-9

Julien Dohet

L'ANTIFASCISME À LIÈGE

ESQUISSE D'UNE LUTTE JAMAIS ABANDONNÉE





Manifestation du 29 mai 2019 dans les rues de Liège.
Photographie © Krasnyi Collective / Fred Hérion.

Le présent texte a pour origine une intervention faite lors de l'assemblée de lancement du « Front AntiFasciste Liège 2.0 »¹ visant à montrer dans quelle continuité s'inscrivait l'émergence de cette nouvelle initiative de 2019. Il est l'approfondissement d'une première ébauche de l'histoire de l'antifascisme à Liège parue dans le numéro 89 de la revue *Aide-mémoire* de juillet-septembre 2019² et a pour ambition de retracer les différents moments où une résistance structurée a existé contre les partis d'extrême droite et leurs idées et d'ainsi poser les balises d'une première recherche rétrospective sur le sujet. En guise d'avertissement, signalons que nous faisons le choix de nous pencher sur la situation de la région liégeoise, sans nier que des mobilisations antifascistes ont eu lieu en d'autres endroits du pays. Une étude complète reste à réaliser à ce niveau.

¹ Par souci de clarté, précisons que l'auteur est militant antifasciste et qu'il a participé à la relance d'un front antifasciste à Liège en 2019, dont la première assemblée a eu lieu le 30 janvier.

² Julien Dohet, « Balises sur l'antifascisme à Liège dans l'entre-deux guerres » et « Les fronts antifascistes à Liège après la guerre », *Aide-mémoire* [revue de l'ASBL Territoires de la Mémoire], n° 89, juillet-août-septembre 2019, p. 5-7, [En ligne] tinyurl.com/aidememoire89.



Manifestation antifasciste des Jeunes Gardes socialistes à Liège, photo parue dans *La Jeune Garde : revue mensuelle illustrée de la Fédération Nationale des Jeunes Gardes Socialistes*, n° 9, septembre 1934, p. 3. Coll. IHOES (Seraing).

I. L'ANTIFASCISME À LIÈGE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Dès le début des années 1920, un antifascisme, au sens premier du terme, se manifeste à Liège au sein de la communauté des migrant-es italien·nes ayant fui le régime de Mussolini. La majorité de ces Italien·nes sont antifascistes comme en témoignent plus de trente titres édités en italien par et pour la communauté. La plupart sont de tendance antifasciste comme *Il Riscatto* tiré à 3 000 exemplaires, chiffre important quand on sait que, femmes et enfants compris, il y a alors moins de 30 000 Italien·nes en Belgique³.

³ Anne Morelli, « L'immigration italienne en Belgique avant 1946 », *Siamo tutti neri ! Des hommes contre du charbon*, Seraing, IHOES, 1998, p. 16-25.

Cet antifascisme s'illustre notamment lors du 1^{er} Mai 1926 à Liège⁴ par la présence d'un groupe de travailleurs italiens portant une banderole au message explicite :

« Travaillleurs, en ce jour, saluons les héros de la cause prolétarienne. Lavigni et Matteotti⁵, assassinés par les chemises noires. Que le souvenir de la terreur de Turin et le carnage de Florence puisse vous unir dans la lutte contre le fascisme assassin. Vive le Premier Mai antifasciste.⁶ »

Mais cette lutte antifasciste n'est pas purement idéologique et ne s'exprime pas uniquement via des slogans : elle est aussi physique, dans la rue. C'est ainsi que le défilé du 1^{er} Mai fut l'occasion d'une grande première : la présence des Milices de défense ouvrière (MDO). Créées peu avant, les MDO sont des formations à l'allure paramilitaire destinées à défendre les meetings et manifestations du Parti ouvrier belge (POB), principalement contre la Légion nationale et d'autres groupes fascistes, mais aussi contre les communistes. Dissoutes par la loi du 29 juillet 1934 sur l'interdiction des milices privées, les MDO furent intégrées au sein des Jeunes Gardes socialistes (JGS)⁷. Ces dernières, fondées à l'automne 1886, se caractériseront durant toute leur existence au sein du POB par une radicalité incarnée dans l'antimilitarisme, auquel l'antifascisme viendra se greffer dans l'entre-deux-guerres⁸. Les JGS joueront également un rôle important dans l'aide à l'Espagne républicaine (voir *infra*).

⁴ Voir : Julien Dohet, « “Qu'on réduise les dividendes et non les salaires”, l'un des slogans du 1^{er} Mai 1926 à l'écho contemporain », *Analyse de l'IHOES*, n° 130, 25 septembre 2014, [En ligne] tinyurl.com/IHOES130.

⁵ Matteotti est un député socialiste dont l'assassinat à l'été 1924 (il est enlevé en juin mais son corps est retrouvé le 16 août) par des miliciens fascistes suscitera de nombreuses réactions. L'événement est considéré comme un tournant important dans l'histoire du régime.

⁶ *La Wallonie*, lundi 3 mai 1926, p. 1, col. 3.

⁷ Sur ces dernières, voir le mémoire de Pierre Lemaire, *Les milices de Défense ouvrière en Belgique francophone (1926-1934)*, ULg, 2007, cité dans l'article de Catherine Lanneau, « La Légion nationale face à la législation belge sur les milices privées (1933-1936) », *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques*, Metz, Presses Universitaires de Metz, 2011, p. 205-226.

⁸ Alain Colignon, « Les Jeunes Gardes socialistes, ou la quête du Graal révolutionnaire, 1930-1935 », *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 8, 2000, p. 181-224.

Au-delà de ces affirmations dans le cortège du 1^{er} Mai, une opposition concrète aux groupements fascistes a lieu lorsque quelques jours plus tôt, le 25 avril, les communistes sabotent un meeting que la Légion nationale⁹ a organisé au Cirque des Variétés, situé rue Longienne (au centre de Liège).

Début des années 1930, un autre 1^{er} Mai, celui de 1933, sera le théâtre d'une démonstration symbolique qui restera dans les annales. Les cortèges socialistes et communistes font jonction devant le consulat du Troisième Reich dont le drapeau à croix gammée est arraché de la façade. Julien Lahaut, nouveau député communiste, l'emportera avec lui et le déploiera quelques jours plus tard à la tribune du Parlement en clamant :

« Voilà le drapeau nazi qu'à Liège, ont arraché les ouvriers communistes et socialistes unis. Quoi que vous fassiez, ils continueront, dans le pays, la lutte contre les menées des traîtres et des valets d'Hitler.¹⁰ »

L'année suivante, les événements en France vont donner du souffle et une nouvelle dimension à l'antifascisme. Le 6 février 1934, l'extrême droite de l'époque décide de montrer sa force lors d'une manifestation colossale regroupant de 30 à 50 000 personnes, dont près de 6 000 participeront à la séquence la plus violente. Celle-ci se termine en effet par un affrontement sur le pont situé entre la place de la Concorde et le Palais Bourbon (nom du bâtiment abritant le Parlement). Cette mobilisation au caractère insurrectionnel, à laquelle se réfèrent d'ailleurs encore aujourd'hui les récits de l'extrême droite¹¹, marque profondément les esprits.

⁹ Créée en 1922 comme association d'anciens combattants, la Légion nationale évoluera rapidement vers la formation d'un parti politique se basant sur le modèle du parti fasciste de Mussolini. Voir : Julien Dohet, « Un résistant d'extrême droite », *Aide-mémoire*, n° 67, janvier-mars 2014, p. 11.

¹⁰ Jules Pirlot, *Julien Lahaut vivant*, Cuesmes, Éditions du Cerisier, 2010, p. 70.

¹¹ Voir notamment : Julien Dohet, « La cohérence d'un engagement », *Aide-mémoire*, n° 40, avril-juin 2007.



Le fascisme c'est la guerre, affiche des Jeunes Gardes socialistes (JGS), Liège, [1935-1936]. Coll. ALPHAS (Liège).

En réaction est créé, en mars 1934, le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA)¹². Ce comité est placé sous le patronage des trois principales tendances de la gauche française de l'époque : les socialistes, les radicaux¹³ et les communistes. Le texte fondateur, qui est un manifeste adressé aux travailleurs, reçoit un bon accueil et une adhésion importante. Dans une de ses premières brochures, le comité exprime clairement son but :

« [le CVIA] assume une double tâche : vigilance à l'égard du fascisme, lutte intellectuelle contre la démagogie fasciste.¹⁴ »

¹² Nicole Racine-Furlaud, « Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (1934-1939). Antifascisme et pacifisme », *Le Mouvement social*, n° 101, octobre-décembre 1977, p. 87-113.

¹³ Parti fondé en 1901, républicain et laïque, il est devenu dans l'entre-deux-guerres le parti pivot qui occupe une place centrale dans la vie politique de la III^e République.

¹⁴ *La jeunesse devant le fascisme*, Paris, Comité d'action antifasciste et de vigilance, juin 1934, p. 1.

Et de préciser plus loin :

« non, les fascistes ne sont pas des révolutionnaires. Ce sont de faux révoltés, des hommes de domination et de servitude. C'est seulement dans les rangs de l'antifascisme que l'on trouve les véritables insurgés, ceux qui sont résolus à ne jamais abdiquer, ceux qui dénoncent sans compromission les gouvernements même de gauche, toujours si disposés à pactiser avec les forces de la réaction.¹⁵ »

Le CVIA publiera un bimensuel (*Vigilance*) et de nombreuses brochures (*Les prétentions sociales du fascisme* en juillet 1934 ; *Les croix de feu. Leur chef. Leur programme* en 1935 ; *La France en face du problème colonial* et *Non la guerre n'est pas fatale* en 1936...).

En Belgique, une section se constitue en juin 1935. Le CVIA « belge » tient son premier congrès en octobre, en présence du dirigeant de l'organisation-mère française, Paul Rivet. « Le cœur du CVIA bat à l'Université de Bruxelles, bastion de la bourgeoisie libérale, étroitement lié à la Franc-Maçonnerie. Celle-ci réunit par ailleurs des universitaires liégeois qui bâtissent leur CVIA à contre-courant d'une université où sévissent quelques beaux esprits ouvertement fascistes. »¹⁶

À Liège, c'est plus précisément la loge Hiram qui sera le moteur du CVIA. Une brochure éditée dans cette ville en 1936 précise à cet égard :

« Le CVIA n'est certes pas un groupe confessionnel. Les croyants, jusqu'ici tout au moins, y sont en minorité. Pour la plupart, les membres de notre association admettent et pratiquent la formule bien connue "la religion est une affaire privée".¹⁷ »

¹⁵ *Idem*, p. 9.

¹⁶ José Gotovitch, « Histoire du Parti communiste de Belgique », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1997/37, n° 1582, Bruxelles, CRISP, p. 20.

¹⁷ *Pourquoi nous combattons REX*, [Liège], Comité de vigilance des travailleurs intellectuels contre la guerre et le fascisme, 1936, p. 25.

Cette brochure s'inscrit bien dans le cadre donné :

« Le comité de vigilance des intellectuels antifascistes, fidèle à son programme, qui est de mettre à la disposition des travailleurs manuels toutes les forces dont il dispose pour combattre avec eux le fascisme et la guerre, n'a pas voulu faire œuvre de polémiste. Instruit par les tragiques expériences de l'Étranger, il s'est efforcé de déceler dans le mouvement de Rex les caractères d'un fascisme naissant. Il met cette brochure à la disposition de tous, persuadé que pour bien combattre un ennemi, il faut bien le connaître.¹⁸ »

Et ensuite de détailler, à l'aide de nombreuses citations, le programme et les prises de position de Rex sur le racisme, les femmes, la guerre...

Si des tensions apparaîtront entre les différentes composantes du CVIA dès 1936 autour de la liaison entre antifascisme et pacifisme dans un contexte international de plus en plus guerrier¹⁹ et si l'existence de ce comité de vigilance prendra fin en 1939, il n'en apporte pas moins plusieurs éléments-clés :

- 1 Se rassembler au-delà des clivages et chercher à surpasser les divergences, y compris stratégiques.
- 2 Réagir au danger d'une extrême droite offensive et en progression.
- 3 Témoigner d'une volonté de s'opposer à elle, tant intellectuellement que matériellement.
- 4 Incarner un esprit antifasciste devant perdurer au-delà de sa propre existence.

Bref, dans sa dimension rassembleuse, le CVIA est précurseur du Front populaire et il s'inscrit dans la ligne de l'action antifasciste allemande du début des années 1930 et dans la volonté de constituer un front uni contre le nazisme.

¹⁸ *Idem*, p. 7.

¹⁹ Certains considèrent que les pacifistes font le jeu des fascistes en refusant de s'opposer à la guerre.

En plus des publications du CVIA, un hebdomadaire, *Antidote*, organe hebdomadaire de défense des libertés publiques, est lancé par « les démocrates liégeois » en septembre 1936. Imprimé par *La Wallonie*, il vise, par des articles au ton souvent ironique, à dénoncer les mensonges des discours de Rex et à mobiliser contre ce parti.

Dès cette époque, l'antifascisme à Liège ne se limite pas à une simple lutte idéologique à travers la diffusion de brochures et l'organisation de conférences, mais revêt déjà un aspect plus concret. Ainsi, par exemple, la dérouillée subie le 15 septembre 1936 par Léon Degrelle, chef de Rex qui, par provocation, tenait à faire un meeting au cœur de la ville ouvrière de Seraing. Le meeting ayant été interdit par le bourgmestre, Degrelle loue un bateau-mouche pour remonter la Meuse et y haranguer la foule. Massés sur les berges, les travailleurs bombardent l'embarcation, forçant le bateau à faire demi-tour vers le pont d'Ougrée où il est à nouveau canardé. Outre le lancement de barres de fer, de briques, de bouteilles, etc., des coups de feu sont même tirés, blessant trois rexistes dont le chef de Rex à Liège, Gérard Willems. L'article du *Peuple* qui relate les événements se termine par ces mots :

« Elles [les violences] sont intolérables dans un pays démocratique comme le nôtre. Mais il faut bien dire aussi que les violences fréquentes des rexistes et les excitations constantes du sieur Degrelle irritaient depuis longtemps la classe ouvrière et ne pouvaient manquer de provoquer, tôt ou tard, une réaction.²⁰ »

Quinze jours plus tard, Degrelle parvient à tenir un meeting à Liège. Afin d'éviter des affrontements inutiles, la Fédération générale des Syndicats avait pris la décision d'organiser systématiquement une contre-

²⁰ « Des coups de feu sont tirés sur un groupe Rexiste à Liège », *Le Peuple*, 16 septembre 1936, p. 4.



Prix: 15 centimes

Organe hebdomadaire de défense des libertés publiques
RÉDACTION ET ADMINISTRATION, PLACE SAINT-LAMBERT, 26. LIÈGE

D'où viennent les millions
que Degrelle et les rexistes
gaspillent si follement ?

Gratuit quoique vendu !....



manifestation, mais pas le même jour. C'est ainsi que le 11 octobre, une concentration antifasciste rassemble entre 40 000 et 50 000 personnes. Cette manifestation est l'occasion de mettre au pilon des centaines de ballots d'exemplaires du « pourri réel »²¹ collectés depuis plusieurs semaines. Le produit de cette vente de papier (qui sera revendu à des chiffonniers) est destiné à financer la propagande antirexiste. Le meeting place Saint-Lambert est présidé par Joseph Bondas (dirigeant syndical liégeois ayant dès ce moment un rôle national)²².

La lutte antifasciste prend une nouvelle dimension durant la seconde moitié des années 1930 après le coup d'État militaire de Franco contre la république espagnole. Rapidement, une solidarité internationale se met en place. Elle prendra plusieurs formes. Si la plus médiatique et connue est le départ de volontaires au sein des Brigades Internationales²³, des actions qui dépassent la « simple » conscientisation sur ce qui se passe en Espagne seront également menées en Belgique. Très vite, on assiste à la création de comités locaux d'aide à l'Espagne²⁴. Ceux-ci organisent des manifestations et des collectes d'argent, de vêtements et de vivres qui sont envoyés aux Républicains²⁵. La Fédération générale des Syndicats de Liège (ancêtre de la FGTB) s'implique directement et collecte également des fonds via notamment l'édition de timbres syndicaux spéciaux, tandis que les coopératives servent de points

²¹ Cela désigne en réalité le périodique *Le pays réel*, le « quotidien de combat » de Rex qui reprend là une distinction faite par Charles Maurras entre le « pays légal » et le « pays réel ».

²² « Quarante mille liégeois ont envoyé au pilon, hier matin, des dizaines de milliers de kilos de "pays réel pour rien". Les travailleurs confiants et dignes refusent la saleté rexiste. » *Le Peuple*, 12 octobre 1936, p. 1.

²³ Voir : *Tant pis si la lutte est cruelle. Volontaires internationaux contre Franco*, Paris, Syllepse, 2008, et plus particulièrement l'article de José Gotovitch aux pages 257-266, qui montre la composante très ouvrière et largement communiste des 2 400 brigadistes venant de Belgique.

²⁴ Voir la brochure : *Guerre civile d'Espagne. 1936-1939. La solidarité des socialistes (POB) liégeois : hébergement à Liège des enfants - Los niños de la guerra - des différentes régions d'Espagne 1937-1939 arrivés à Micheroux*, [Soumagne], 1999.

²⁵ Par exemple, 3 camions avec 10 tonnes de vivres et de tissus partent de Seraing le 23 mars 1938, rejoignent Liège puis Bruxelles pour former un convoi national ; le 8 mai 1938, ce sont 15 camions qui sillonnent Seraing et récoltent 18 tonnes de vivres qui partent en chemin de fer vers Barcelone le 27 mai ; fin 1938, ce sera du charbon qui sera chargé...

logistiques. D'août 1936 à mars 1939, plus de 200 sorties-collectes seront officiellement organisées dans l'arrondissement de Liège, auxquelles il faut ajouter les meetings, les sorties d'usines... de plus en plus organisés avec camions, sonos et brassards d'identification. Il arrive même que les encaissements financiers soient gérés par des délégués des administrations communales socialistes. Les Femmes prévoyantes socialistes (FPS) et la guilde des coopératrices organisent, en septembre 1936, une opération de confection de tricot pour les miliciens espagnols. La laine est partiellement fournie par l'Union coopérative et on organise des séances collectives dans les maisons du peuple. Début 1937, via l'Internationale ouvrière socialiste et la Fédération syndicale internationale, une aide à la création d'un hôpital pour les miliciens républicains à Ontinyent s'ajoute au dispositif, et via le Service sanitaire ouvrier international (Sersano), on envoie des médicaments mais aussi des voitures sanitaires. C'est ainsi que le 27 février 1937, la première voiture de ce type, achetée grâce à une souscription nationale des Jeunes Gardes socialistes, est présentée lors d'un rassemblement à Liège. D'autres suivront. Mais l'aspect le plus marquant, qui laissera beaucoup de traces émotionnelles dans de nombreuses familles²⁶, sera l'accueil d'enfants de Républicains espagnols. Quelque 5 000 enfants seront accueillis dans des familles belges, souvent de la classe ouvrière et de condition modeste. En région liégeoise, c'est via le centre coopératif de Micheroux qu'ils arriveront en train. Leur accueil fut complexe, car beaucoup avaient la gale, ce qui entraînait évidemment des complications sanitaires. Ces enfants, le régime franquiste les réclamera et ils repartiront à partir de la fin avril 1939.

L'antifascisme des années 1930 n'échappera évidemment pas aux débats, tensions et concurrences entre les différentes tendances de la gauche, particulièrement entre socialistes et communistes. Ceux-ci oscilleront entre affrontement et alliance, comme avec la création à la

²⁶ Nous détaillerons un cas concret dans une prochaine analyse consacrée à Gisèle Paffen.



PAGE DE GAUCHE : un groupe de militants de l'Union socialiste antifasciste pose devant un wagon de vivres à destination de l'Espagne républicaine. Photographie vraisemblablement prise à Seraing le 27 mai 1938 (voir note 25, p. 14).
Coll. Institut Émile Vandervelde (Bruxelles).

Noël 1936 de la Jeune Garde socialiste unifiée regroupant socialistes et communistes (une histoire déjà étudiée et qui dépasse l'objet de la présente étude). Soulignons simplement que Liège était un des endroits importants d'expérimentation d'un front populaire « à la belge »²⁷. Une autre trace témoigne de cette histoire qui fut bien plus complexe que sa linéarité ici décrite : il s'agit d'un tract édité le 1^{er} Mai 1936 par l'Union socialiste antifasciste (USAF) dénonçant le fait que les instances du POB n'avaient son existence alors qu'elle était active depuis trois ans et qu'il lui semblait absolument nécessaire de fortifier le POB en accordant une place pour les combattants antifascistes au sein du parti. L'USAF, qui reprenait la triple flèche de la JGS, sera également active dans l'aide à l'Espagne républicaine. Enfin, si à la base les choses n'étaient pas toujours simples, les aléas des structures nationales et internationales n'ont rien facilité : ainsi, pour les socialistes, la reconnaissance par Paul-Henri Spaak – en tant que ministre des Affaires étrangères – du gouvernement franquiste avant la fin de la guerre civile alors qu'il est toujours implanté à Burgos ; ou, pour les communistes, la signature du Pacte germano-soviétique.

²⁷ Cela s'observe en particulier avec l'alliance des jeunes socialistes et des jeunes communistes : la JGSU (pour Jeune Garde socialiste unifiée) était particulièrement active sur Liège.

II. L'ACTION ANTIFASCISTE DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'antifascisme prend évidemment une nouvelle dimension. Nombre de militant-es, identifié-es pour leurs activités antifascistes dans les années 1930, sont surveillé-es voire arrêté-es. Cela n'empêche pas certaines actions spectaculaires d'être menées comme la manifestation organisée conjointement par la JGS et le PCB²⁸, le 5 janvier 1941, contre le meeting que Degrelle veut tenir au palais des Sports de Coronmeuse. Elle rassemble 7 000 personnes ; la voiture de Degrelle est lapidée et celui-ci est obligé de fuir²⁹. Des arrêts de travail sont observés dans les mines de la région liégeoise dès septembre 1940 et une première grève importante a lieu fin janvier 1941. Mais c'est évidemment la grève des 100 000, du 8 au 17 mai 1941, qui marque l'apogée de ces luttes. Si la revendication est d'abord matérielle et liée à la sous-alimentation (comme dans d'autres régions du pays d'ailleurs), oser braver l'occupant de cette manière n'est évidemment pas anodin, d'autant que les mouvements clandestins de Résistance n'en sont encore qu'à leurs balbutiements³⁰.

²⁸ Selon Milou Rikir du CArCoB, jusqu'en 1943, le parti communiste belge se nomme « Section belge de l'Internationale communiste » ou « Parti communiste SBIC ». Il naît en septembre 1921 de la fusion du Parti communiste belge, qui voit le jour fin mai 1921 à l'initiative des Amis de l'Exploité (Joseph Jacquemotte), et du Parti communiste de Belgique, fondé en octobre 1920 à l'initiative de la Fédération communiste de Wallonie (War Van Overstraeten).

²⁹ Jules Pirlot, *Julien Lahaut vivant...*, op. cit., p. 93.

³⁰ *Rouge Métal...*, op. cit., p. 102-108.

D'autres grèves et actions syndicales marqueront la période d'occupation (novembre 1942, janvier-février 1943...), prouvant par là une conscience et une force des travailleurs, qui s'expriment entre autres à travers la reconstitution de l'organisation syndicale dans la clandestinité autour des noyaux socialistes et communistes. Liège aura cette particularité de voir se développer à l'initiative d'André Renard, qui avait rejoint avant-guerre les Brigades internationales, une synthèse inédite, qualifiée de « renardiste », au sein du Mouvement syndical unifié (MSU)³¹.

Plus largement, la région de Liège Ourthe-Amblève constitue un foyer de résistance important³². Une résistance multiforme comprenant des réseaux de renseignements, une large activité de presse clandestine³³, des réseaux de solidarité (pour aider les militant-es passé-es dans la clandestinité, mais aussi les Juifs, les aviateurs alliés...) et évidemment l'action armée via de nombreuses unités dont les Partisans armés. Cette résistance, de par ses multiples formes et son envergure, explique que c'est à Liège, sur le boulevard d'Avroy, que fut installé le monument national à la Résistance.

³¹ Sur tous ces aspects, voir : Pierre Tilly, *André Renard*, Bruxelles, FAR-Le Cri, 2005.

³² *Hors du pays l'occupant. Sur la résistance au fascisme 1940-1945. Le Front de l'Indépendance dans la région de Liège Ourthe/Amblève*, Seraing, IHOES, 1993.

³³ Micheline Zanatta, Jeanne-Marie Noiroux, Lily Rochette-Russe, sous la direction de Michel Hannotte, *La presse clandestine de Seraing 1940-1944*, Cuesmes, Éditions du Cerisier, 2006. Voir aussi en complément : Ludo Bettens, « Contribution à l'étude de la presse clandestine dans la région de Huy-Waremme », *Analyse de l'IHOES*, n° 8, 6 novembre 2006, [En ligne] tinyurl.com/IHOES8.

III. L'ANTIFASCISME À LIÈGE DEPUIS LA GUERRE

A. Près de trente ans d'accalmie ?

La question d'intégrer à la lutte antifasciste le mouvement de la grève de l'été 1950 contre le retour du Roi Léopold III et l'ensemble de la question royale, si elle mérite d'être posée, nous semble sortir du cadre de la présente étude. L'assassinat du député communiste Julien Lahaut, au paroxysme de cette séquence, étant aujourd'hui clairement attribué à un groupement anticommuniste d'extrême droite³⁴, aura son importance dans l'histoire de la reconstitution des partis d'extrême droite, tout comme la renaissance de liaisons entre anciens collaborateurs dans le contexte des luttes de décolonisation. Mais ces partis restent totalement groupusculaires et ne reviendront en Belgique sur le devant de la scène que dans le milieu des années 1970. Notons néanmoins que l'après-Mai 1968 est une période de renaissance de quelques groupes fascistes sous de nombreux noms, dont le Front de la Jeunesse³⁵ (qui sera central dans la création, en 1985, du Front National belge par Daniel Féret).

³⁴ Emmanuel Gérard, Widukind de Ridder, Françoise Muller, *Qui a tué Julien Lahaut ? Les ombres de la guerre froide en Belgique*, Waterloo, CEGES-Renaissance du Livre, 2015.

³⁵ Philippe Brewaeys, Véra Dahaut et Anaïs Tolbiac, « L'extrême droite francophone face aux élections », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1350, Bruxelles, CRISP, 1992, p. 5-6.

Le jeudi 12 juin 1969, un meeting rassemble 400 personnes au théâtre Le Trocadero à Liège, sous la présidence de Jean Gayetot (FGTB) et René Desamore (CSC). Il a été précédé d'une manifestation dans les rues de la ville. Cette action est « la première manifestation anti-fasciste organisée par le Front Commun syndical et regroupant Grecs, Espagnols et Portugais »³⁶. Ceci permet de souligner combien la lutte antifasciste est alors surtout le fait des immigré-es, regroupé-es au sein de « comités des travailleurs antifascistes » issus des pays toujours sous une dictature d'extrême droite. Liège sera aussi une terre d'accueil pour les militant-es chilien·nes fuyant leur pays après le coup d'État d'extrême droite de Pinochet, soutenu par les États-Unis, contre le gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende (11 septembre 1973).

B. Réemploi du terme « antifasciste » au milieu des années 1970

Il faut cependant attendre le milieu des années 1970 pour retrouver la première trace d'une structure liégeoise d'après-guerre se qualifiant clairement d'antifasciste. Il s'agit du « Front antifasciste et démocratique de Liège » dont le premier numéro de son mensuel, *Lutte démocratique*, est daté d'octobre 1975. Ce front se forme pour réagir à l'ouverture, à Liège, d'un local du Mouvement social italien (MSI), créé pour succéder au parti fasciste interdit³⁷. Celui-ci se situe au 125, rue de Serbie. Le 1^{er} Mai 1975, 300 personnes manifestent et poussent le bourgmestre de l'époque (le socialiste Charles Bailly) à fermer le local provisoirement.

³⁶ Courrier 6905/JG.NL signé Jean Gayetot, secrétaire régional, du 2 juin 1969 « aux secrétaires de secteur "CGSP" ». Tous les éléments sur cette manifestation proviennent du dossier « Comité antifasciste » (réf. H1/023) des archives André Beauvois conservées à l'IHOES. Ce dossier contient également un document de janvier 1981 d'un « groupe d'intervention anti-fasciste » basé à Bruxelles appelant à boycotter la publication *Le Moniteur de l'Indépendant*, organe du « syndicat des indépendants et artisans », qualifié de « poujadiste » et qui émanerait du Front de la Jeunesse.

³⁷ Le MSI est créé dès décembre 1946. Cette date relativise la fin du fascisme en Europe avec la victoire des Alliés en 1945. Son symbole était une flamme tricolore qui servira de modèle au FN de Jean-Marie Le Pen. Ce parti se scindera en 1995 entre une aile « modérée », l'Alliance Nationale, qui entrera au gouvernement italien en 2001, et une aile radicale minoritaire, le Mouvement Social-Flamme tricolore.



PAGE PRÉCÉDENTE : « Portugal, Espagne, Grèce », affiche éditée à l'initiative de la FGTB et de la CSC, Liège, [1969]. Fonds André Beauvois, dossier H1/023. Coll. IHOES (Seraing).

Aujourd'hui encore, à Liège, la résistance à Franco continue de faire l'objet de commémorations. À ce sujet, voir notamment : Maite Molina Mármol, « Le patrimoine au prisme de l'immigration : le cas de la présence espagnole en Belgique », *Analyse de l'IHOES*, n° 141, 6 juillet 2015, [En ligne] tinyurl.com/IHOES141.

La liste des organisations mentionnées comme soutenant le front n'est pas inintéressante car, bien que clairement située politiquement, elle couvre un champ assez large :

« **Groupelement progressiste de Mons-Lez-Liège³⁸, Rassemblement des progressistes d'Angleur, Comité de réintégration des 7 délégués de Cockerill, Bureau CGSP-RTB Liège, Groupe politique des travailleurs chrétiens, Mouvement chrétien pour la paix, Union générale des étudiants de l'université de Liège, Comité antifasciste de Huy, Mouvement pour l'autogestion socialiste, Groupelement anarchiste Provo, Lutte communiste, Parole au Peuple, Ligue révolutionnaire des Travailleurs, Union des Communistes marxistes léninistes de Belgique, [ainsi que] des militants antifascistes, des délégués syndicaux FGTB [ou] CSC, d'anciens maquisards partisans italiens.³⁹** »

Fin 1979 à La Roche, une mobilisation contre la présence de groupes paramilitaires se fait à l'appel des « associations patriotiques », dénomination qui désigne significativement à l'époque les groupes d'ancien·nes Résistant·es (et non des groupes d'extrême droite), dont le Front de l'Indépendance (présidé par le dirigeant communiste Théo Dejace). Durant la même période, des métallurgistes verviétois et des « patriotes de Pépinster » montent la garde au château de Franchimont « pour empêcher que les fascistes puissent mettre à exécution leur menace de rassemblement au château », et ce, « malgré l'arrêté d'interdiction pris par le bourgmestre »⁴⁰.

³⁸ Mons-Lez-Liège est la commune de la personne de contact du front, Pierre Petit.

³⁹ *Lutte démocratique. Mensuel du front antifasciste et démocratique de Liège*, n° 1, 10 octobre 1975.

⁴⁰ Lettre de Théo Dejace datée du 21 octobre 1979 à Jacques Yerna, secrétaire régional de la FGTB. Archives Jacques Yerna, carton « extrême droite 2/2 Action ». Coll. IHOES (Seraing).

C. Face au retour de l'extrême droite depuis les années 1990

« Après le “dimanche noir” de 1991, plus de 200 000 personnes défilent dans les rues de Bruxelles contre l'extrême droite et le racisme. »⁴¹ Les élections législatives du 25 novembre 1991 voient en effet une première percée du Vlaams Blok avec l'obtention de 12 sièges et d'un élu du côté francophone via le FN. Les années 1990 sont aussi marquées par la présence de l'extrême droite dans plusieurs conseils communaux⁴², notamment en région liégeoise, et au conseil provincial. Plusieurs mobilisations auront lieu, comme par exemple le 2 janvier 1995 devant l'hôtel de ville de Liège à l'occasion de l'installation des nouveaux mandataires communaux, dont huit représentants de l'extrême droite⁴³.

C'est dans ce contexte particulier que plusieurs collectifs vont voir le jour et que des associations instituées vont prendre position au cœur du combat antifasciste. C'est particulièrement vrai à Liège et dans sa région, comme nous le détaillerons ci-après.

Au préalable, au niveau global, signalons que le 13 avril 1993 est mis en place un Front anti-fasciste de Belgique composé des fronts anti-fascistes (FAF) d'Anvers, de Bruxelles, de Louvain, de Gand et de Liège. Ceux de Charleroi et Verviers le rejoindront ensuite.

⁴¹ Manuel Abramowicz, « Plus de vingt-cinq ans d'extrême droite et de résistance(s) », *Aide-mémoire*, n° 87, janvier-février-mars 2019, [En ligne] tinyurl.com/AM87HD.

⁴² Suite aux élections communales d'octobre 1994, le Front national est présent dans trente-six communes (contre quatre en 1988). Il obtient vingt-six élus en région wallonne, dont six dans quatre communes liégeoises (Liège, Verviers, Seraing, Dison). Quant à Agir, son implantation reste largement liégeoise. Il obtient huit élus, dont deux à Liège et un à Mouscron, Herstal, Dison, Oupeye, Seraing et Verviers. Voir : Évelyne Lentzen et Xavier Mabilie, « Les résultats des élections communales du 9 octobre 1994 (I) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1994/32-33, n° 1457-1458, [En ligne] tinyurl.com/CRISP1457.

⁴³ Voir note précédente.



Tract « Front AntiFasciste [national] : informez-vous... Rejoignez-nous », Anvers, s.d.
Dossier « Tracts Antifascisme », I/S01/D4. Coll. IHOES (Seraing).

PAGE DE DROITE : autocollant de la Coordination antifasciste de Belgique (CAF)
avec la mention « Nous sommes partout ! », Saint-Gilles, s.d.
Fonds Jacques Yerna. Coll. IHOES (Seraing).

Plus tard, via une réunion le 25 avril 1996 au foyer culturel de Ganshoren, une coordination sera re-tentée sous le nom de « Coordination antifasciste de Belgique » qui, malgré son nom, ne couvrait que la partie francophone du pays (son sous-titre était d'ailleurs Fédération francophone des fronts de lutte contre l'extrême droite), mais qui avait des liens avec des organisations flamandes. Il existe par ailleurs à cette époque une « interrégionale du front antifasciste » et une tentative d'associer celle-ci et la Coordination. À noter que la situation est compliquée, notamment à Bruxelles où coexistent deux fronts antifascistes qui sont en désaccord sur la tactique de la lutte antifasciste (front large ou pas).



• LE FRONT ANTIFASCISTE (FAF)

À Liège, un Front AntiFasciste (FAF) est déjà créé fin 1991-début 1992. Un groupe permanent décide de s'organiser pour contrer les fascistes, estimant insuffisantes les réactions individuelles d'arrachage d'affiches de partis d'extrême droite. « Contrairement à l'AFF [Anti-Fascistisch Front] d'Anvers, qui s'était constitué sur base d'adhésion d'organisations, Liège a opté pour un Front d'individus. L'idée d'un FAF est née d'une action organisée par le PTB [Parti du Travail de Belgique] : un barrage d'un meeting fasciste en Outre-Meuse. Il s'agissait de ne pas laisser l'initiative antifasciste au seul PTB, mais de créer des structures plus larges. Le premier acte de structuration du FAF a été la rédaction d'un communiqué de presse appelant à une mobilisation la veille des élections. La médiatisation a ainsi créé une base militante. »⁴⁴

⁴⁴ Note intitulée « Bilan de fonctionnement de l'exécutif », contenant un historique préparatoire à l'AG du 3 avril 1997 relançant le FAF. Archives personnelles de France Arets.

Dès le départ, on assiste à deux débats concernant l'utilisation de la croix gammée dans son logo, mais surtout autour de l'élargissement le plus large possible des enjeux d'engagement du front. L'une des sources de désaccord porte sur la nécessité ou non de lier l'antifascisme à la défense des droits des étrangers (passant par celle du droit d'asile et celle du droit de vote des immigrés, y compris des sans-papiers)⁴⁵. Le Front se réunissait dans les locaux de l'ASBL Carlo Levi, au début de la rue Saint-Léonard. Le tract de présentation explicite bien sa ligne politique :

« [le FAF] est un front de militants individuels, soutenu par des organisations[,] et a pour but de combattre sur tous les terrains la montée des organisations et des idées fascistes en stimulant une mobilisation de masse contre le retour de la peste brune.⁴⁶ »

Le Front entend combattre la propagande raciste et fasciste, mais aussi l'atteinte au droit d'asile, tout en revendiquant l'égalité de droits entre Belges et immigré·es et en se positionnant « pour la défense des droits démocratiques et syndicaux », dans une logique de « lutte pour la justice sociale »⁴⁷.

Le combat sera donc mené sous plusieurs angles complémentaires : en faisant disparaître des murs les affiches des partis d'extrême droite ; en empêchant la tenue de leurs réunions publiques ou de toute manifestation raciste ; en informant, le plus largement possible, sur la nature réelle des partis d'extrême droite et des organisations qu'ils contrôlent ; en démontant systématiquement leurs « arguments » ; en appelant à la défense des réunions « des associations immigrées et démocratiques » ;

⁴⁵ *Ibidem*.

⁴⁶ Tract au format A4 intitulé « FRONT ANTIFASCISTE. Qui sommes-nous ? Que voulons-nous ? », dossier « Antifascisme I/S01/04 ». Coll. IHOES (Seraing). On y apprend également que ce front diffuse la revue *Résistances* ainsi que les pin's « triangle rouge », et qu'il est membre de la Coordination antifasciste de Belgique.

⁴⁷ *Ibidem*.

tout en dénonçant les dérives racistes, sécuritaires et autoritaires au sein des partis et organisations traditionnels, mais également de l'État lui-même. Le FAF souhaite donc déployer plusieurs modes opératoires, parmi lesquels on peut encore ajouter la volonté de « promouvoir, dans les mouvements de travailleurs, les organisations de jeunes et d'immigrés et les associations démocratiques et antiracistes, une dynamique porteuse de propositions propres à résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques qui nourrissent l'essor des groupes et des idées fascistes »⁴⁸.

Dans son éditorial « Contre la démagogie, faisons front » publié dans le deuxième numéro de son bulletin de liaison, le FAF précise ceci : « Nous ne prétendons pas détenir la vérité absolue ni encore moins avoir le monopole de la lutte anti-fasciste ». Il constate que le mouvement contre l'extrême droite et contre le racisme englobe d'importants secteurs de la société et s'avère pluraliste. Cette diversité des combattants étant établie, il précise : « Nous souhaitons engager avec d'autres un profond débat sur ce thème ». Et il conclut :

« Pour faire barrage à l'extrême droite, il faut que dans les faits se constitue un large front qui regroupe toutes les forces démocratiques opposées à l'extrême droite y compris les mouvements associatifs et socio-culturels mais aussi tous les citoyens conscients de leurs responsabilités dans cette lutte [...] »⁴⁹

Comme en 1975 pour le Front antifasciste et démocratique de Liège, le FAF se constitue entre autres pour réagir à l'annonce de réunions publiques de l'extrême droite. En effet, celle-ci tente à plusieurs reprises d'organiser des meetings au Palais des Congrès. Le premier devait se tenir le 25 mars 1992 à l'initiative du groupe Agir avec le groupe paramilitaire L'Assaut pour en assurer le service d'ordre⁵⁰.

⁴⁸ *Ibidem*.

⁴⁹ *Liaison antifasciste*, bulletin bimestriel du Front AntiFasciste, n° 2, février 1992, p. 2.

⁵⁰ *Liaison antifasciste*, bulletin bimestriel du Front AntiFasciste, n° 4, 31 mars 1992, [p. 2].

Le deuxième devait se dérouler le 12 décembre de la même année à l'initiative du Front National-Belgique et devait avoir une dimension internationale⁵¹. Meetings qui ne se tiendront pas, grâce à la mobilisation. L'autre grande raison de la fondation du FAF tient à la volonté de rassembler les « forces vives » pour la manifestation contre le racisme organisée le 22 mars 1992 à Bruxelles, qui remportera un grand succès.

Durant ce début des années 1990, il est notable que le mot d'ordre d'une des manifestations organisées par le Front AntiFasciste était : « Pas de racisme, pas de fascisme, des emplois ! »⁵² Et qu'il proclamait clairement que « [l']antifascisme, ce n'est pas seulement empêcher les fascistes et leurs organisations de manifester, c'est aussi lutter contre les causes du fascisme, à savoir les exclusions sociales »⁵³.

Au milieu des années 1990, dans le contexte de la construction du centre fermé de Vottem, le FAF organise une action contre un meeting du mouvement d'extrême droite REF (pour « Référendum »⁵⁴, groupe dissident d'Agir, fondé et présidé par Hubert Defourny⁵⁵), de plus en plus présent dans l'espace public.

⁵¹ En effet, étaient conviés : le Front National (France), le MSI (Italie), le Parti Nationaliste (Écosse), le Parti Populaire (Autriche), le Front National (pour l'Espagne) et Comice (pour le Luxembourg). Voir le feuillet indépendant intitulé « Appel contre le meeting du Front National à Liège le 12-12-92 », inséré dans : *Liaison antifasciste, bulletin bimestriel du Front AntiFasciste*, n° 11, décembre 1992.

⁵² *Liaison antifasciste, bulletin mensuel du Front AntiFasciste*, n° 17, juin 1993, [p. 2-3].

⁵³ *Liaison antifasciste, bulletin mensuel du Front AntiFasciste*, n° 19, septembre 1993, [p. 3].

⁵⁴ Le REF est aussi parfois qualifié de mouvement « de discrimination et de ségrégation raciale ». Voir : « Condamné pour racisme à Liège Hubert Defourny plaide l'acquittement en appel », *Le Soir*, 21 septembre 1999, [En ligne] tinyurl.com/LeSoir-Defourny.

⁵⁵ *Le guide indispensable des antifascistes : dictionnaire de l'extrême droite francophone*, [En ligne] www.resistances.be/r0201.html.

MANIFESTONS LE 22 MARS 1992

COMBATTRE L'EXTRÊME-DROITE EN LUTTANT CONTRE LE SYSTÈME QUI PRODUIT L'INJUSTICE SOCIALE

C'EST A
LA MISÈRE
QU'IL FAUT
S'ATTAQUER
PAS AUX
IMMIGRÉ(E)S

★ ALTERNATIVE LIBERTAIRE ★ UN MENSUEL DISSIDENT POUR DES LECTEURS DIFFÉRENTS ★
2 RUE DE L'INQUISITION 1040 BRUXELLES ☎ 02/736.27.76 ★ UN N° GRATUIT SUR SIMPLE DEMANDE

MARCHE DES JEUNES PAS DE RACISME PAS DE FASCISME DES EMPLOIS

DIMANCHE 24 OCTOBRE A BRUXELLES A 14 H

Gare du Nord - Boulevard Emile Jacquemain (World Trade Center)

**Nous marcherons ensemble contre les exclusions
contre les discriminations, contre les attentats racistes
pour une société qui se préoccupe de notre avenir et de nos vrais besoins.**

En 1994, 1 travailleur sur 4 sera au chômage.
Nous ne nous résignons pas à un tel avenir!
Le 24 octobre, nous marcherons

POUR un emploi et un salaire décent pour tous.

CAR sans emploi, pas d'argent donc pas d'appartenance, pas de loisirs, pas d'enfants désirés, pas de déplacements.

POUR une réduction radicale du temps de travail sans perte de revenus.

CAR ceci permettrait de donner de l'emploi à de nombreux jeunes.

POUR une allocation décente pour les jeunes quittant l'école et le maintien de la sécurité sociale, de la solidarité pour tous.

CAR sans moyens, sans salaire ou sans allocation, c'est l'exclusion et la misère. Sans perspectives d'avenir, c'est le repli sur soi, l'intolérance qui favorisent le racisme et le fascisme. Ce qui a permis aux partis d'extrême droite de devenir importants et d'influencer la vie politique et quotidienne de tous les pays européens.

Si tu veux nous aider à préparer activement la "Marche des jeunes pour l'emploi, contre le racisme et le fascisme".

* Renvois-nous le bon ci-joint pour recevoir informations, tracts, affiches...

* Viens à la permanence que nous organisons les MERCREDIS et SAMEDIS de 14h à 16h au 48 rue Saint-Léonard, 4000 Liège (Tel: 041.27.59.59.)

* Viens manifester avec nous le 24 octobre. Départ collectif. 11h30 Gare des Guillemins, billet à prix réduit.

LE F.A.F. ORGANISE UN GROUPE DANS LA MANIF.

VIENS MARCHER AVEC NOUS CONTRE LE FASCISME ET LE RACISME!

(Rendez-vous au stand du F.A.F.)

Des groupes ultra-violents ont multiplié les attaques contre tout ce qui est différent, en Allemagne mais aussi chez nous comme à Saint-Trond et à Anvers. Ces groupes ne sont pas isolés. Derrière eux, il y a de véritables organisations fascistes comme le Vlaams Blok, le Front National et AGIR, qui mettent en avant les revendications et les idéologies les plus rétrogrades et les plus dangereuses: racisme, nationalisme dominateur, sexisme, dénégations des libertés démocratiques et le retour à un ordre musclé pour la jeunesse.

C'EST POUR TOUTES CES RAISONS QUE LES JEUNES DU FRONT ANTIFASCISTE ONT PRIS L'INITIATIVE DE LA MARCHÉ DES JEUNES POUR L'EMPLOI.

Qui est le F.A.F.? Le F.A.F. regroupe des individus et est indépendant de toute organisation politique.

Quels sont ses buts?

- * Dénoncer les mensonges des fascistes.
- * Empêcher les fascistes de répandre leur propagande et leurs idées haineuses.
- * Empêcher les activités publiques des fascistes et toute manifestation raciste par une présence active et nombreuse.

Je souhaite:

- ☐ Recevoir..... exemplaires de ce tract
- ☐ Recevoir..... exemplaires de l'affiche de la Marche
- ☐ Recevoir..... exemplaires de l'autocollant (10frs/pièce)
- ☐ Recevoir plus d'informations sur le F.A.F.
- ☐ Etre tenu au courant des activités du F.A.F.

NOM.....

PRENOM.....

ADRESSE.....

.....

TEL.....

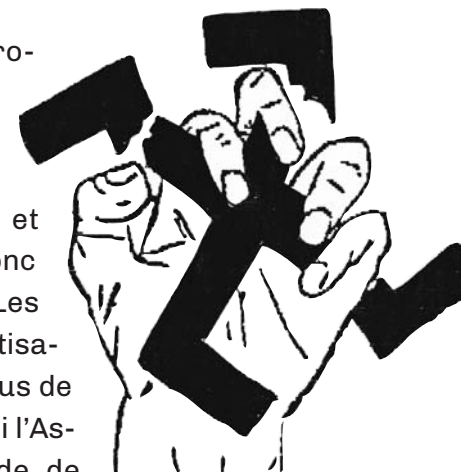
ECOLE.....

Bon à renvoyer au F.A.F. - B.P. 33, 4032 Chénée.

Ed. Resp.: D. Pirson, 48 rue Saint-Léonard, 4000 Liège. - Ne pas jeter sur la voie publique. SVP.

Le 24 octobre 1993 à Bruxelles, le FAF de Liège organise un groupe pour défilé au cœur de la manifestation ayant pour mots d'ordre : « Marche des jeunes. Pas de racisme. Pas de fascisme. Des emplois », comme en témoigne ce feuillet inséré dans *Liaison antifasciste*, bulletin mensuel du Front AntiFasciste, n° 18, septembre 93. Coll. IHOES (Seraing).

Le Front reprecise, dans son bulletin d'avril 1996, tant sa « plate-forme »⁵⁶ que ses statuts⁵⁷. En matière de modes d'action, il entend relier le volet information/conscientisation, qui ne se limite pas au décryptage des messages des partis d'extrême droite mais vise aussi à « dénoncer les dérives racistes et sécuritaires au sein des partis traditionnels et de l'État », avec un volet plus activiste visant à « empêcher les fascistes de répandre leur propagande haineuse en faisant disparaître des murs leurs affiches, en empêchant la tenue de leurs réunions publiques et de toute manifestation raciste et en appelant à la défense des réunions des associations d'immigrés et démocratiques ». Enfin, il souhaite déployer un troisième volet en cherchant à promouvoir « une dynamique porteuse de propositions propres à résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques qui nourrissent l'essor des groupes et des idées fascistes ». Justice sociale, égalité et solidarité avec les immigrés sont donc au cœur de la lutte antifasciste. Les statuts nous apprennent qu'une cotisation existe pour être membre, en plus de l'adhésion à la plate-forme, et que si l'Assemblée générale débat et décide de nombreuses choses, c'est un comité exécutif qui dirige effectivement le Front. Un an plus tard, en 1997, un appel est lancé pour redynamiser le Front AntiFasciste car « [il] est temps de sortir de nos petits souliers et de relancer un mouvement antifasciste conséquent »⁵⁸.



Logo du Front AntiFasciste, figurant sur chacun de ses bulletins de liaison, dont plusieurs exemplaires sont conservés à l'IHOES.

⁵⁶ « La plate-forme » est le texte politique qui décrit les buts et la vision du groupe.

⁵⁷ *Liaison antifasciste*, bulletin mensuel du Front AntiFasciste, n° 32, avril 1996, [p. 2-3].

⁵⁸ *Bulletin de liaison du FAF : nouvelle série*, n° 1, avril-mai-juin 1997, [p. 3].

En 1996, plusieurs actions sont menées contre la présence dans le quartier des Vennes d'un local accueillant des réunions de groupes d'extrême droite (REF, FNB pour Front nouveau de Belgique et le groupuscule néonazi L'Assaut). Fin mars, 80 membres du FAF et des habitant-es du quartier empêchent un meeting du FN de s'y tenir. Le 9 novembre, la traditionnelle concentration part du monument de la Résistance pour se rendre devant ce local qui continue, l'année suivante, à accueillir des réunions liées au mouvement Skinhead. Toujours en 1996, le FAF réussit à faire échouer l'organisation de « la nuit la plus courte » à Vielsam le 22 juin, à l'occasion du solstice d'été, dans une base d'entraînement paramilitaire possédée par un ancien de la Hitler Jugend passé par Agir. En juillet, un tract est diffusé dans cette commune. C'est aussi en 1996 qu'à notre connaissance, a lieu la seule attaque d'un lieu associatif progressiste à Liège par l'extrême droite. Dans la nuit du 4 au 5 septembre 1996, la Casa Nicaragua est incendiée et des croix gammées sont peintes dans le quartier de Pierreuse.

Malgré ces différentes activités, la survie du Front AntiFasciste à la fin des années 1990 est loin d'être garantie. Les AG des 3 et 28 avril ainsi que celle du 17 juin 1997, destinées à le relancer, démontrent que les difficultés sont tangibles et la force militante réduite. L'ambition de mieux se structurer est réelle, comme en témoignent notamment l'élaboration de statuts, la mise sur pied d'instances et le fait de demander des cotisations aux membres. De plus, l'instauration de deux groupes est envisagée par l'article 3 des statuts :

« L'Assemblée générale statutaire désigne parmi ses membres candidats les membres du groupe Renseignement et les membres du groupe Sécurité. Ces deux groupes revêtant beaucoup d'importance, les membres devront y être élus par au moins 66% des membres du FAF présents lors de l'Assemblée générale statutaire. »

Les groupes sont définis de la manière suivante :

« le groupe de renseignement [...] constitue la banque de données du FAF-Liège. Il est en rapport avec ses équivalents aux niveaux belges et européens et agit en interface avec eux. Son objet principal est d'établir le cadastre des forces et activités de l'extrême droite en région liégeoise en recueillant le plus d'informations, y compris très techniques, sur les partis et mouvements d'extrême droite et leurs diverses nébuleuses, ainsi que des renseignements précis et réactualisés en permanence sur les élus et les militants des partis, mouvements ou groupes de choc de l'ED [extrême droite]. [Tandis que le groupe Sécurité doit] organiser le service d'ordre dans les manifestations et contre-manifestations organisées par le FAF [mais aussi] mener une réflexion de fond sur tout ce qui concerne la sécurité. »

Enfin au sein de ce groupe, on prévoit une personne de contact avec la police, qui soit aussi en lien avec un homologue du groupe de renseignement⁵⁹. Mais dès l'AG suivante, qui se tient dans les locaux de l'association Barricade, un constat doit être dressé : les groupes ne fonctionnent pas, faute de candidat-es. Du débat émerge malgré tout le fait que « la spécificité du FAF est de réagir régulièrement face à l'existence, aux initiatives publiques de l'extrême droite, à sa propagande, et d'entraver ainsi son développement »⁶⁰. Cette spécificité est à nouveau réaffirmée lorsque, après plus d'un an sans réunion, une nouvelle assemblée générale se réunit :

« un des objectifs du FAF – qui lui est spécifique – est d'arriver à interdire toute forme d'expression des partis fascistes en utilisant les lois et conventions antiracistes. »

⁵⁹ Statut du FAF validé par l'AG du 17 juin 1997, Archives personnelles de France Arets.

⁶⁰ PV de l'AG du FAF du 1^{er} octobre 1997, Archives personnelles de France Arets.

Cette AG est par ailleurs l'occasion d'un débat sur l'« image du FAF, qui apparaît à certaines personnes comme une “milice privée” » et la nécessité de modifier certains comportements si on veut élargir la base⁶¹.

Le 13 mars 1999, la mobilisation de 300 personnes et l'interdiction de manifester prise par le bourgmestre empêchent REF de s'attaquer aux sans-papiers installés au Jardin botanique. Début mai 1999, dans le cadre de la campagne électorale, le FAF organise un grand nettoyage des inscriptions que l'extrême droite, principalement REF, a laissées sur les berges de la Meuse. L'opération est couverte par la presse et est une réussite. Après des élections qui voient un effondrement de l'extrême droite, le Front dénonce le crime à l'encontre d'Elie Fares, agressé avec deux autres jeunes, dans la nuit du 13 au 14 août 1999, rue Saint-Gilles par quatre skinheads gravitant autour d'Agir et de REF. Fares décède le 1^{er} septembre et un rassemblement qui regroupe 300 personnes est organisé le 8 octobre place Saint-Lambert pour dénoncer ce crime raciste.

En dépit de ses actions, le FAF perd de la vigueur : il est vrai que la présence aux assemblées générales descend en deçà des 10 personnes et qu'en 2000 il ne compte plus que 36 membres cotisants⁶².

- **LE COLLECTIF D'OUTREMEUSE CONTRE L'EXTRÊME DROITE**

À côté du FAF, un autre collectif voit le jour en 1994. Cette année-là, c'est la mobilisation contre l'ouverture du local du groupe d'extrême droite Agir rue Surlet (près du Musée Tchantchès en Outremeuse) qui donne naissance au « Collectif d'Outremeuse contre l'extrême droite »⁶³.

La liste des premiers signataires montre toute la diversité qui y était rassemblée : mouvements politiques et syndicaux, monde associatif et culturel, chrétiens et laïques, etc.⁶⁴

Lancée à la suite d'un appel de plusieurs personnalités qui soulignent que « l'ouverture d'un local fasciste est une première, non seulement pour le quartier d'Outremeuse mais aussi pour la ville de Liège », le collectif se réunit pour la première fois le 16 mars au café-restaurant « Tchantchès » (rue Grande Bèche). Quatre décisions sont prises :

- 1° concevoir une campagne d'information/sensibilisation via un tract ;**
- 2° organiser une manifestation ;**
- 3° interpellier les autorités communales et inciter un maximum d'associations à le faire ;**
- 4° examiner les voies juridiques avec la Ligue des Droits de l'Homme pour faire fermer ce lieu de rassemblement.**⁶⁵

Dès le 7 mai 1994, la manifestation contre la présence du local a lieu et parvient à mobiliser 1 000 personnes dans les rues de Liège⁶⁶. Le 11 juin, une fête rassemble 600 personnes. Les différentes activités permettent de déposer une pétition de 10 000 signatures au bourgmestre le 5 juillet. Lors de cette rencontre, celui-ci signale qu'il refusera le permis de bâtir et prendra un arrêté d'interdiction d'utilisation du rez-de-chaussée de l'immeuble pour des raisons de sécurité⁶⁷.

⁶⁴ Les premiers signataires qui convient à se réunir pour la première fois le 16 mars 1994 sont : « André Beauvois, secrétaire de la C.G.S.P., Jean-Paul Brillmaker, Président de la section de Liège de la Ligue des droits de l'homme, Marc Dehin, secrétaire de la section Liège-Ville du PS, Irène Devoghel, Alberto Gabbiadini, Roberto Giarrocco, président du PAC d'Outremeuse, Guy Moreau, Échevin de Liège, Dominique Pirson, membre du Front antifasciste, Jean-Marie Schreuer, secrétaire du M.O.C., Alphonse Wilslez, secrétaire fédéral de la C.S.C., Jacques Yerna, Président de l'U.S.C. de Liège, Jean-Luc Rongé du Cirque Divers, Jean-Louis Collinet, Directeur du théâtre de la Place, Luc Borlée, Directeur du Centre de promotion sociale pour éducateurs ». Appel à participation à la réunion du 16 mars 1994, Archives personnelles de France Arets.

⁶⁵ PV de la réunion du 16 mars 1994, Archives personnelles de France Arets.

⁶⁶ SONUMA. Les archives audiovisuelles [de la RTBF], Paul Galopin (journaliste), « Liège : manifestation anti-fasciste », *Bulletin d'information*, 7 mai 1994, [En ligne] tinyurl.com/SONUMA-7-5-1994 et Daniel Conraads, « Le front antifasciste de Liège s'alarme, un local pour l'extrême droite en Outremeuse ? », 17 mars 1994, [En ligne] tinyurl.com/Soir-17-3-1994.

⁶⁷ PV de la réunion du 11 juillet 1994.

⁶¹ PV de l'AG du FAF du 26 novembre 1998, Archives personnelles de France Arets.

⁶² PV de l'AG du FAF du 21 mars 2000, Archives personnelles de France Arets.

⁶³ Nous retraçons brièvement ci-dessous un historique de ce collectif sur base des archives de France Arets contenant l'ensemble des procès-verbaux des réunions ainsi que des tracts édités.

Tout comme le conseil communal de Verviers qui l'avait fait le 27 juin 1994, celui de Liège adopte un arrêté le 19 juillet interdisant « tout établissement d'un groupement ou association de personnes prônant la discrimination raciale ou diffusant des thèses à caractère racial ou xénophobe »⁶⁸. La mobilisation continue, notamment par une lettre type qui est proposée à toutes les associations du quartier d'Outremeuse à la veille des festivités du 15 août qui s'y déroulent et qui peuvent être explosives.

En réalité, la réprobation est unanime, comme le démontre la plainte déposée par le Parti réformateur libéral (PRL) contre le mouvement Agir auprès de la députation permanente⁶⁹. Finalement, c'est un incendie qui mettra définitivement fin aux activités de ce local. Notons que l'année précédente, en 1993, un Collectif contre l'extrême droite est constitué à Verviers, regroupant une dizaine d'organisations afin également de protester contre l'ouverture d'un local d'Agir dans cette ville⁷⁰.

Au-delà de la mobilisation contre le local de la rue Surlet, le Collectif d'Outremeuse contre l'extrême droite sera actif de 1994 à 2005. Aux origines, ce collectif (qui sera du début à la fin une association de faits) organise des réunions tournantes en différents lieux du quartier d'Outremeuse. Il s'établit définitivement en septembre 1995 au Centre de Recherche et de Rencontre (CRR)⁷¹ de la rue Puits-en-Sock. Les réunions y ont d'abord lieu tous les deux mois, avant de devenir mensuelles à partir de février 1995. À partir de ce moment, les rendez-vous sont fixés chaque quatrième mercredi du mois. Il en sera ainsi jusqu'en septembre 2003, où il est alors décidé de se réunir les troisièmes mercredis du mois. Cette modification est due au fait que le quatrième mercredi du mois est le jour de rassemblement choisi par la Coordination « Autres

mondes ». Or, cette dernière, dans la dynamique globale du succès de l'altermondialisme au début des années 2000, regroupe l'ensemble du monde associatif militant liégeois, rôle que ne peut (plus) revendiquer le collectif. C'est également en septembre 2003 que Michèle Marteaux, qui assurait jusque-là le secrétariat⁷², succède à la présidence à Jacques Yerna (décédé le mois précédent). Financièrement, le collectif n'aura jamais de moyens propres. Dans les faits, c'est le Rassemblement liégeois pour la Paix qui paie les différents frais liés aux activités organisées. La présence aux réunions tournera autour d'une quinzaine de personnes. Le renouvellement sera compliqué, d'autant que le groupe fonctionne par cooptation.

Au niveau de ses missions, le collectif estime que la lutte contre l'extrême droite ne doit pas se limiter à l'antiracisme mais qu'elle doit aussi veiller à ne pas se dissoudre dans une lutte trop large contre l'exclusion⁷³. Notez qu'il joue aussi le rôle d'« observateur vigilant » quant à l'activité des élus d'extrême droite au sein des conseils communaux de la région liégeoise et surtout au sein du conseil provincial (ainsi, il apportera son soutien à Gérard Georges, alors président de ce conseil, attaqué en justice par Hubert Defourny)⁷⁴. Pendant de nombreuses années, le Collectif va vivre autour de l'organisation de deux événements liés à des dates symboliques : le 8 mai (marquant la victoire face au nazisme) et le 9 novembre, commémorant la nuit de Cristal (avec souvent une marche aux flambeaux). Les personnes mobilisées y varieront de près de 800 à une petite centaine, avec un constat récurrent que les associations membres sont finalement peu présentes.

⁷² Ce secrétariat était établi à son domicile, après avoir été au tout début hébergé place Sainte-Véronique au siège du PS.

⁷³ PV du 25 janvier 1995.

⁷⁴ H. Defourny accuse G. Georges d'abus de pouvoir et de dénis de démocratie, entre autres parce qu'il a fait exclure un conseiller du REF lors d'une séance du conseil provincial de Liège, alors qu'il allait tenir des propos homophobes. Il lui reproche aussi de rejeter systématiquement ses propositions « au motif injustifié qu'elles ne seraient pas de compétences provinciales ». Sur ce procès et sur un autre concernant le premier tract du collectif en 1994, les archives Jacques Yerna, conservées à l'IHOES, contiennent un gros dossier (dont quelques articles de presse). Voir aussi : Julien Dohet et Jérôme Jamin, *La Belgique de Jacques Yerna*, Bruxelles, Labor-IHOES, 2003.

⁶⁸ *Ibidem*.

⁶⁹ *Liaison antifasciste*, bulletin bimestriel du Front AntiFasciste, n° 27, octobre 1994, [p.2-3].

⁷⁰ *L'antifach*. Journal du front antifasciste de Liège, n° 2, novembre 1993. Il s'agit d'un organe à vocation plus large que le bulletin de liaison, qui n'est à destination que des membres.

⁷¹ Ce centre existe depuis 1979, il entend contribuer à l'avènement d'une société plus juste et plus solidaire et il est reconnu en éducation permanente. Voir : <https://crrliege.wordpress.com>.



Le 8 mai 1996, le Rassemblement liégeois pour la paix (RLP) et le Collectif d'Outremeuse contre l'extrême droite organisent une soirée d'information-débat, avec le soutien du Centre culturel espagnol de Liège et le Front de l'Indépendance de Liège-Verviers et de l'Ourthe-Ambève. Ce dessin de Pierre Kroll illustre la face avant du programme inséré dans : *Liaison antifasciste, bulletin mensuel du Front AntiFasciste*, n° 32, avril 1996. Coll. IHOES (Seraing).

En 2001, le constat est tiré que ce sont à présent les Territoires de la Mémoire qui organisent l'activité principale du 8 mai. Le collectif décide donc de s'y associer et de se concentrer sur le 9 novembre⁷⁵. Par ailleurs, il soutiendra des activités contre le centre fermé de Vottem, et ce, dès 1996, ainsi que la création du CHOC (Comité herstalien d'opposition à l'ouverture du centre de Vottem) puis du CRACPE (Collectif de résistance aux centres pour étrangers)⁷⁶. À ses yeux, la lutte contre l'extrême droite est indissociable du combat antiraciste et elle doit nécessairement passer par des démarches de soutien aux immigrés.

Mais en définitive, le 21 septembre 2005, « le collectif d'Outremeuse s'est apparemment achevé là où il avait commencé »⁷⁷ : ce jour-là, malgré plusieurs rappels, seules trois personnes se réunissent pour finalement boire un verre au Tchantchès. L'année précédente déjà, le collectif avait dû constater qu'il n'était plus en capacité de porter une organisation propre mais qu'il était plutôt devenu un groupe de réflexion⁷⁸.

• AUTRES ASSOCIATIONS ET ACTIONS DE RÉSISTANCE FACE AU FASCISME

Si l'objet de cet article n'est pas de retracer l'histoire des différentes associations ayant travaillé sur le thème de la lutte contre les idées d'extrême droite en région liégeoise, la place prise par certains acteurs mérite d'être soulignée, tout comme le fait que nombre d'entre eux, institutionnalisés ou non, comme les syndicats, les mutualités, etc. mènent des actions de sensibilisation autour de cet enjeu. C'est pourquoi nous épinglons ici quelques exemples.

⁷⁵ PV du 21 mars et du 17 avril 2001.

⁷⁶ Voir notamment : Dawinka Laureys, *Solidarité avec les sans-papiers : plus de vingt ans de mobilisation à Liège*, [Seraing], IHOES, 2014.

⁷⁷ Lettre aux membres du 12 octobre 2005.

⁷⁸ PV du 22 septembre 2004.

Dès le début des années 1990, le symbole du triangle rouge⁷⁹, déjà utilisé par des groupes antifascistes, est produit et distribué sous forme de pin's. C'est une manière de porter le message de la nécessité de résister aux menaces pesant sur le respect des libertés fondamentales qui sera repris ensuite par les Territoires de la Mémoire. Cette association est fondée en 1993 dans le même contexte que le Front antifasciste et, depuis, elle diffuse ce symbole en ayant créé une campagne spécifique sur le sujet qu'elle relance au moins à chaque période électorale... Geste discret, mais clair, pour dire « non » à l'extrême droite et à ses idées. Au fil du temps, les Territoires de la Mémoire ont développé une expertise et un grand nombre d'animations et d'outils pédagogiques, dont le parcours d'exposition « Plus jamais ça », à destination prioritairement d'un public scolaire.

Autre illustration : le 18 avril 1998, une action regroupe 250 personnes pour s'opposer aux réunions de REF dans un local de la rue Pont d'Avroy. La création d'un « collectif contre les partis fascistes » est annoncée dans la foulée, mais nous n'en avons trouvé aucune autre mention⁸⁰. Quelques jours plus tard, le 1^{er} Mai, une « fédération Front National-Agir » tente de récupérer cette date symbolique en annonçant un rassemblement et un meeting. Au final, elle est obligée de se réfugier à l'hôtel Mercure du boulevard de la Sauvenière pour y tenir une réunion, alors que des militant·es antifascistes dénoncent cette présence à l'extérieur. Cette réunion sera l'occasion pour les Métallos de la FGTB de signifier à ce groupe hôtelier, qui gère alors également le Castel de Pont-à-Lesse dont ils sont propriétaires, que tous contrats seraient annulés si une telle location avait encore lieu. À la même période, même si nous n'avons pu en identifier précisément la date, est diffusé un appel à un « syndicalisme anti-fasciste » qui considère « urgent de créer un large mouvement syndical anti-fasciste » à la veille d'élections communales (celles de 2000) qui risquent de voir une montée des mouvements

fascistes qui finiront par se « retourner politiquement et physiquement contre le mouvement ouvrier et ses organisations »⁸¹. Outre l'information et la dénonciation des idées d'extrême droite, il s'agit aussi de « promouvoir, dans notre organisation syndicale, une dynamique porteuse de propositions propres à résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques qui nourrissent l'essor des groupes et idées fascistes »⁸².

D'autres prises de position révèlent encore cet « antifascisme liégeois » comme lorsque, le 19 février 2000, une manifestation réagit à l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en Autriche. Le 24 février, les partis PS, Ecolo, PRL et PSC signent un appel commun, à l'attention du Conseil provincial, pour dénoncer ce qui se passe en Autriche. En août, à l'occasion des 50 ans de l'assassinat de Julien Lahaut, une manifestation est organisée lors du Conseil communal de Liège pour obtenir l'interdiction des manifestations publiques des partis fascistes dans la commune, mais aussi toute ouverture de locaux de partis racistes et fascistes, ce à quoi s'engage le bourgmestre Willy Demeyer d'après le tract diffusé à cette occasion. Le début des années 2000 voit encore l'organisation annuelle d'un « festival antifasciste » aux alentours de la date du 8 mai. C'est l'occasion de conférences-débats, mais aussi de concerts, de rencontres... Le 6 mai 2004, un important événement est organisé au Vertbois par les Territoires de la Mémoire et le Front avec comme question : « Faut-il interdire les partis d'extrême droite ? » Deux jours plus tard, le 8 mai 2004, le Front exprime la volonté de déclarer « Liège, territoire antifasciste ».

Citons encore ici, juste pour l'exemple, l'ASBL « La Cible » qui organise les « Nuits blanches contre listes noires », dont la huitième édition s'est tenue à la veille des élections de mai 2019. Tirer un bilan de tous les outils, formations, conférences, etc. organisés par ces différentes structures mériterait une étude spécifique qui n'entre pas dans le cadre du présent texte.

⁷⁹ Jonathan Lefèvre, « Triangle rouge : les origines ouvrières d'un symbole antifasciste », *Solidaire*, 29 juillet 2019, [En ligne] tinyurl.com/Solidaire-triangle-rouge.

⁸⁰ Dossier de documents liés au Front antifasciste, consulté dans les archives de France Arets.

⁸¹ Tract « Appel à un syndicalisme anti-fasciste », [2000 ?], Archives personnelles de France Arets.

⁸² *Ibidem*.

D. Constitution du Front AntiFasciste Liège 2.0

En 2007, alors que le danger semblait s'être éloigné au vu des résultats électoraux des partis (ou plutôt des groupuscules) d'extrême droite,

l'ouverture d'une librairie en Hors-Château par l'éditeur d'extrême droite français Philippe Randa remobilise l'ensemble des forces antifascistes liégeoises. Plusieurs actions, dont une grande manifestation, sont organisées qui poussent au renoncement du bail locatif et à la disparition de ce lieu de diffusion d'ouvrages d'extrême droite qui aurait pu rapidement devenir un point de ralliement pour les militant·es de cette mouvance. Un court répit trompeur d'une dizaine d'années débute alors. Si le travail de conscientisation, de veille et d'éducation permanente se poursuit, tout comme la protestation contre le centre fermé de Vottem et des manifestations pour la régularisation des sans-papiers, une lutte contre la présence publique de l'extrême droite dans les rues de Liège n'est plus nécessaire.



Notons cependant qu'en 2011, suite à la création du groupe « Vigies » composé de plusieurs militant·es d'extrême droite⁸³, recommencèrent, au sein des milieux anarchistes et plus particulièrement dans le « mouvement squat liégeois », des activités antifascistes que ce soit en

⁸³ Le 2 novembre 2001, deux jeunes braqueurs s'en prennent à une bijouterie : l'un d'eux, Jordy Makono, est tué par le commerçant. Ses proches organisent une « marche blanche » en sa mémoire, et ce, malgré l'interdiction du bourgmestre. « Vigies » se forme alors pour clamer son indignation devant cette « marche blanche organisée en l'honneur d'un voyou ». Plusieurs membres de ce groupe sont issus des partis d'extrême droite dont Dany Simal, un ancien du Parti Populaire. Voir : « Liège, chaudron des extrêmes droites », publié sur le site myeuropa.info, le lundi 28 novembre 2011, [En ligne] tinyurl.com/myeuropa3952.



Tract de promotion du colloque « Soumission et résistance : de la servitude volontaire à la résistance active citoyenne... » organisé à l'initiative des Territoires de la Mémoire le 26 novembre 2008 au Vertbois (Liège).

Dossier « Tracts Antifascisme », I/S01/D4.

Coll. IHOES (Seraing).

matière d'actions (contre-manifestations, manifestations contre le racisme, actions directes contre des responsables d'extrême droite) mais aussi de rencontres autour des « Cafés antifa » qui se dérouleront sous différentes formes dans le milieu squat et au centre de cultures alternatives La Zone. Entre 2011 et 2019, c'est plus d'une quinzaine d'activités publiques qui seront mises en place/soutenues par ce réseau antifasciste/anarchiste autour de l'outil de diffusion d'informations et d'analyses Veille Antifa Liège⁸⁴. Outre une dizaine de manifestations et contre-manifestations, y compris en Allemagne avec les squatteurs anarchistes de l'AZ de Aachen, deux festivals (un à La Zone et un au Hangar) sont organisés, ainsi que des projections publiques et des rencontres. Citons également la réalisation et l'accrochage dans l'espace public de plusieurs campagnes de calicots pour dénoncer la présence de Nation à Liège, ainsi que des regroupements en vue de les « virer ». Il y a également eu tout un travail concernant la scène musicale où des groupes fascistes ou proches des fascistes se retrouvèrent refusés grâce au travail de sensibilisation auprès de salles et d'organisateur·s (La Legia, La Zone, etc.)⁸⁵. Rappelons que durant ces années-là, Nation fit plusieurs apparitions pour intimider les militant·es du CRACPE, amenant la présence de militant·es anarchistes et antifascistes lors des principales manifestations organisées par ce collectif défendant les sans-papiers.

En 2016, tentant de surfer sur la vague du succès d'un mouvement anti-immigration en Allemagne, des militant·es d'extrême droite tentent de lancer un « Pegida belge »⁸⁶. Ce dernier appellera à deux reprises (en avril, puis en novembre) à un rassemblement à Liège. À chaque fois,

⁸⁴ Voir leur blog : <https://veilleantifaliège.noblogs.org/contact-et-participation/>.

⁸⁵ Voir notamment : « Aachen : manifestation néonazie », court article publié sur le site *Veille Antifa Liège*, 15 mars 2014, [En ligne] <https://veilleantifaliège.noblogs.org/page/10/>, et « Conncerts [sic] NSBM à Liège », sur ce même site, 20 octobre 2017, [En ligne] tinyurl.com/VA-NSBM.

⁸⁶ Le mouvement « Les Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident » (en allemand, « Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes », abréviation PEGIDA) est lancé en octobre 2014 à Dresde et s'étendra rapidement avant de connaître un reflux tout aussi rapide. Voir : <https://veilleantifaliège.noblogs.org/post/tag/pegida/>.



Manifestation organisée le 29 mai 2019 dans les rues de Liège « contre le fascisme et les extrêmes-droites », à l'invitation du Collectif « Et ta sœur ? ». Un peu moins de mille personnes (représentant entre autres 25 collectifs) ont répondu à l'appel et se sont rassemblées au centre de Liège avant de partir en manifestation à l'appel du Front AntiFasciste, afin de dénoncer la présence d'un local de Nation dans le quartier Saint-Léonard. Cette information et plusieurs photos sont relayées sur la page Facebook du Front AntiFasciste de Liège 2.0. © Krasnyi Collective / Fred Hérion.

les réseaux antifascistes liégeois (dont Veille Antifa Liège) seront, malgré une absence de coordination structurée, en capacité de mobiliser un nombre de militant-es suffisant pour empêcher l'extrême droite de parrainer en Cité ardente⁸⁷. Il en ira de même concernant la tentative de Nation d'organiser à hauteur de l'hôtel de ville une concentration « Refugees NOT welcome », le 30 septembre 2017⁸⁸.

Malgré la réussite des mobilisations contre ces deux initiatives, plusieurs militant-es partagent le sentiment qu'il est nécessaire de relancer une coordination des diverses sensibilités de la lutte antifasciste. Certain-es sont alerté-es par la présence d'un café servant de local de réunion au mouvement Nation en plein cœur du quartier populaire de Saint-Léonard⁸⁹ et ce sentiment est accentué par la séquence électorale de 2018-2019 après cinq années d'un gouvernement ayant vu la parole raciste se libérer, notamment dans le chef du secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration Theo Francken. C'est ainsi que le mercredi 30 janvier 2019, une assemblée réunit plus de 250 personnes au Manège de la caserne Fonck, dont des représentant-es de 40 associations et groupes organisés. Il peut s'agir de structures institutionnalisées comme les syndicats, mais également de groupes affinitaires en passant par des associations culturelles, d'éducation permanente, ou encore du noyau antifasciste des supporters du Standard et de représentants des Gilets jaunes par exemple. Ce jour-là, tous actent la constitution du Front AntiFasciste de Liège 2.0⁹⁰. Le texte de son appel est clair dans ses intentions et s'inscrit dans l'histoire décrite dans cette étude. Il rappelle qu'un Front antifasciste, composé d'acteurs multiples, a été actif pendant

⁸⁷ Précisons que les autorités communales avaient refusé à chaque fois d'autoriser les rassemblements.

⁸⁸ Voir : tinyurl.com/VA-rassemblement.

⁸⁹ Il est intéressant de noter qu'en 2019, comme en 1975 pour le Front antifasciste et démocratique de Liège ou en 1994 pour le Collectif d'Outremeuse contre l'extrême droite, c'est l'ouverture d'un local d'un mouvement d'extrême droite qui est l'un des moteurs de la remobilisation et de la création du nouveau front, avec la volonté constante d'empêcher une structuration et une implantation de l'extrême droite à Liège.

⁹⁰ « Front AntiFasciste Liège 2.0 », voir : <https://liege-antifascisme.be>. Cette appellation souligne le rôle nouveau joué par les réseaux sociaux dans cette lutte.



Manifestation antifasciste à Liège du 29 mai 2019, organisée trois jours après les élections fédérales. Sur cette photo, on peut observer la solidarité affichée par des Bruxellois, avec la présence de représentants de *RésistanceS*, le Web-journal de l'Observatoire belge de l'extrême droite. Photo © Antonio Gomez Garcia.

des années sur Liège et qu'il a significativement empêché l'extrême droite de se structurer dans la région. Aujourd'hui encore, l'antifascisme y demeure vivant, même s'il n'existe plus de réelle coordination. Or, ces dernières années, le danger a repris vigueur (même s'il n'a jamais totalement disparu). C'est pourquoi dans cet appel du 20 décembre 2018, il est proposé de relancer un front « regroupant le plus largement possible toutes les sensibilités de l'antifascisme, sans jugement de valeurs sur les méthodes ou les degrés d'engagements mais ayant un objectif clair et précis : la lutte contre les propos, idées, actions de personnes ou de groupements d'extrême droite »⁹¹.

Quinze jours seulement après sa création, ce nouveau Front mettra ses intentions en pratique en mobilisant contre la venue de Theo Francken à Verviers pour une conférence organisée par une « simple citoyenne » (qui depuis a fondé un groupuscule intitulé « Freedom pour la Wallonie »)

⁹¹ « Appel : Front AntiFasciste Liège 2.0. Jeudi 20 décembre 2018 », figurant sur la page d'accueil du site du Front AntiFasciste Liège 2.0, [En ligne] <https://liege-antifascisme.be>.

et à laquelle venaient assister toutes les composantes de l'extrême droite, comme l'a démontré une série de photos publiées par les antifascistes⁹². La mobilisation sera un succès puisque la conférence ne pourra se tenir et que ce qui devait être un regroupement de différents groupes d'extrême droite et de sympathisant-es se transformera en une zizanie. Une autre action sera le sabotage de l'affichage des différents partis d'extrême droite lors des élections de mai 2019, ainsi que la diffusion d'un visuel, réalisé en collaboration avec « La Cible » et diffusé sur les réseaux sociaux, clarifiant quels sont les partis considérés comme d'extrême droite.⁹³



Manifestation du 29 mai 2019 dans les rues de Liège.
Photographie © Krasnyi Collective / Fred Hérion.

⁹² « Qui était vraiment à la conférence avortée de Théo [sic] Francken à Verviers ? », article et photos publiés sur le blog *Veille Antifa Liège*, 23 février 2019, [En ligne] tinyurl.com/VA-Francken.

L'information a été relayée par la page Facebook du Front AntiFasciste de Liège 2.0.

⁹³ Pour être complet, signalons l'existence d'une page Facebook « Action antifasciste Liège », essentiellement gérée par une seule personne.

À chaque fois, l'anticorps a repris des couleurs, s'est mobilisé et a empêché la structuration de l'extrême droite.

Bien des aspects de cette étude mériteraient des développements (pour les années 1945 à 1975, mais aussi pour les années 1980, période durant laquelle aucun collectif antifasciste identifié comme tel ne semble exister en région liégeoise). Notons aussi que le mouvement autonome/libertaire⁹⁴ est porteur d'une tradition d'action antifasciste qui échappe pour une grande part à tout radar car lui-même ne souhaite pas en rendre compte. Il est donc difficile d'en retracer l'histoire dès lors que l'accès aux sources s'avère impossible (pour l'instant). Car, en effet, dresser un bilan rétrospectif dépend inévitablement de la sauvegarde d'archives⁹⁵. Cette brochure fut ainsi l'occasion d'une première utilisation de documents sauvés lors de la fermeture de l'ASBL Carlo Levi, ainsi que des archives de la militante France Arets. C'est la raison pour laquelle les parties consacrées au Front AntiFasciste (FAF) et au Collectif d'Outremeuse contre l'extrême droite sont proportionnellement plus développées, puisqu'il s'agit d'une recherche totalement inédite.

⁹⁴ Le « "Mouvement autonome" (ou "mouvance autonome") est une expression qui désigne un courant politique classé à l'extrême gauche et qui lutte pour l'autonomie du prolétariat par rapport au capitalisme, par rapport à l'État, mais également par rapport aux partis et aux syndicats. Il se caractérise par le rejet des normes politiques dominantes et le refus de laisser d'autres penser et décider à sa place. Comme les anarchistes, les autonomes prônent un "communisme immédiat", c'est-à-dire sans phase de transition. » « Mouvement autonome », définition du *Toupiedictionnaire : le dictionnaire politique*, [En ligne :] tinyurl.com/toupie-autonome.

⁹⁵ Voir notamment à ce propos : Julien Dohet, « L'ère du numérique sera-t-elle une ère pauvre en archive ? », *Contemporanea*, BVNG-ABHC, tome XXXVIII, année 2016, numéro 1, [En ligne] <https://www.contemporanea.be/fr/article/aan-het-woord-dohet>.

On le voit par ces brefs flashes historiques, la lutte antifasciste n'a jamais vraiment disparu dans la région liégeoise. Elle a connu des hauts et des bas et s'est réactivée avec force et vigueur quand l'extrême droite tentait de s'implanter et de se structurer, via une expression publique ou l'établissement d'un local. C'est à notre sens l'une des raisons importantes de l'absence d'une présence pérenne de l'extrême droite sur le territoire liégeois. Tout comme l'existence d'un maillage très important d'acteurs associatifs et culturels progressistes, qui figurent parmi les nombreux signataires lors de la constitution des différents fronts ou plate-formes.

On note aussi la présence, tout au long de cette histoire, de l'organisation syndicale et un rôle moteur de la gauche radicale. Si les mobilisations ont toujours été des succès, les membres actifs au sein des différents collectifs se sont avérés nettement moins nombreux et ont principalement été le fait de quelques militant·es souvent très politisé·es.

Loin d'être un hasard ou une sorte de miracle, l'absence de présence structurée de l'extrême droite sur le territoire liégeois est donc le fruit de nombreux facteurs (parmi lesquels on peut citer les traditions et la force du mouvement ouvrier), dont l'antifascisme militant et actif est une constante. Une constante qui connaît des périodes d'interruptions et dont l'importance est liée à un travail de fond, qui doit sans cesse être renouvelé et passer par la transmission d'une génération militante à l'autre.

Puisse cette brochure participer, à son échelle, à cet enjeu fondamental pour la défense de notre démocratie.



Manifestation antifasciste à Liège. Photographie prise place Cathédrale, le cortège sortant de la place Saint-Paul, [années 1990]. Coll. IHOES (Seraing). © Alain Boos. Fonds La Wallonie-Le Matin.

Quelques références pour aller plus loin...

- Jacques Droz, *Histoire de l'antifascisme en Europe (1923-1939)*, Paris, La découverte, 2001 (réédition de 1985).
- Mark Bray, *L'Antifascisme, son passé, son présent et son avenir*, Lux, 2018.
- Bernd Langer, *Histoire du mouvement antifasciste allemand*, Libertalia, 2018.

C'est à la découverte d'une histoire traversant près d'un siècle (des années 1920 à aujourd'hui) que nous convie cette brochure qui tente pour la première fois une synthèse de l'histoire de l'antifascisme à Liège, à travers notamment l'exploitation de sources inédites.

Une histoire riche et variée, illustrative de la diversité d'un mouvement qui reprendra force et vigueur à chaque fois que la menace de l'extrême droite se fera plus précise. Une histoire constamment marquée par la volonté d'allier travail de décryptage et d'analyse, de mener une lutte effective quand celle-ci devient indispensable, mais aussi de mettre en place des projets pour une société plus juste.

Du CVIA au Front AntiFasciste 2.0 en passant par les JGS, l'USAF, les « comités des travailleurs antifascistes » et le Collectif d'Outremeuse contre l'extrême droite, cette brochure vous invite à parcourir une lutte qui se renouvelle à chaque génération.

Puisse-t-elle participer, à son échelle, à la transmission aux nouvelles générations militantes d'un passé riche d'une tradition de défense active de la démocratie.



L'AUTEUR

Julien Dohet est licencié et agrégé en histoire de l'Université de Liège. Secrétaire politique au SETCa Liège-Huy-Waremme, il est également l'un des administrateurs de l'IHOES.

Ses études portent principalement sur le mouvement ouvrier et ses luttes, ainsi que sur l'extrême droite, au sujet de laquelle il tient depuis 18 ans une chronique de décryptage dans la revue *Aide-mémoire* et a publié plusieurs articles et un livre (*Le Darwinisme volé*, 2010). Il participe au Front AntiFasciste Liège 2.0.

Ses conférences et écrits sont notamment accessibles sur : www.juliendohet.blogspot.com.